

## PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

POŁROZCZNIE..... 16 fr.

ROZCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą :

ROZCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

## POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISSANT CHAQUE SAMEDI

## ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3<sup>bis</sup>, rue La Bruyère, 3<sup>bis</sup> — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## AUTOUR DE LA CONFÉRENCE

La nouvelle nous est parvenue ces jours-ci, avec un retard sérieux dans la transmission, que le gouvernement polonais avait présenté à M. de Panafieu, ministre de France à Varsovie, « ses félicitations pour l'action entreprise par la France en occupant Francfort et Darmstadt, la Pologne désirant, comme la France, l'exécution complète du traité de Versailles ».

Il est utile de souligner que l'opinion polonaise a tout de suite pris position, d'une façon non équivoque, en faveur de l'initiative française. Francfort a été occupé le 6. La nouvelle est parvenue à Varsovie le lendemain. Dès le 8 et le 9, les plus grands journaux la commentaient dans leurs éditoriaux. Le *Kuryer Poranny* qui a des attaches avec les milieux dirigeants polonais, écrivait dès le 8 avril : « Il est absolument clair que le gouvernement français avait toutes les raisons pour réagir contre le gouvernement allemand d'une manière très énergique. » Et le *Przeгляд Wic-zorny* assurait : « Les armées françaises à Francfort et à Darmstadt en avril 1920, c'est le salut de l'Europe. »

Comme l'indique la communication du gouvernement de Varsovie, la Pologne désire l'exécution complète du traité de Versailles. Aussi bien que la France, elle a reçu de ce traité des satisfactions médiocres. Aussi bien qu'elle, ses intérêts vitaux lui font un devoir de ne considérer ces avantages que comme un minimum dont il lui est rigoureusement impossible de rabattre quoi que ce soit. C'est pourquoi elle assistait avec une véritable affliction, depuis quelques mois, aux fléchissements de plus en plus accentués auxquels l'Entente était entraînée par la politique de Londres. C'est pourquoi elle a salué avec enthousiasme le redressement vigoureux de la France. C'est pourquoi enfin elle se tourne aujourd'hui avec une attention passionnée du côté de San Remo.

Une des tâches des Alliés, en cette conférence, devra être de dépouiller en commun, avec le plus grand soin, le dossier volumineux des agissements auxquels se livre l'Allemagne dans toutes les régions avoisinant la Pologne, c'est-à-dire à Dantzig, en Prusse Orientale et en Haute-Silésie. Ce ne sont pas des péripéties épisodiques, c'est l'essence même du problème. Le sabotage des plébiscites dans ces régions atteint les œuvres vives du traité de Versailles d'une façon que nous croyons réellement plus redoutable que les démonstrations de la Ruhr.

En faisant du tapage du côté du Rhin, la réaction prussienne a eu certainement pour objet d'éprouver la solidité de l'Entente, mais elle a principalement visé à créer une diversion et à détourner les regards de ce qu'elle manigance avec une obstination inouïe à l'autre extrémité du Reich. La menace n'est pas sur le Rhin, où nous avons des canons, des têtes de pont, des moyens d'informations rapides et sûrs, elle est là-bas, dans l'obscur maquis de la vieille Prusse, dans le voisinage de la Russie. Comprimer l'Allemagne sur le Rhin sans faire de même — et en même temps — à l'Est de l'Elbe, ce serait une œuvre aussi vaine que de vouloir crever un ballon en n'appuyant que sur un côté.

Comme l'écrivait le *Temps* ces jours-ci, « la seule précaution à peu près infaillible consiste à désarmer les régions de l'Allemagne où la contre-révolution se prépare ». Or, elle se prépare non pas dans les pays industriels de Westphalie ou de Hesse, mais dans le « territoire libre » de Dantzig et dans l'ancien domaine des Teutoniques. La politique des gages sur le Rhin n'éliminera pas le danger d'une coopération russo-prussienne. La France a été la première à le comprendre. Il est indispensable qu'à San Remo tout le monde s'en rende compte, sans quoi les diplomates alliés n'auront pas fait autre chose qu'un voyage d'agrément.

H. G.

## Impressions de Varsovie

M. Stéphane Aubac, correspondant du « Journal des Débats » en Pologne, a bien voulu nous adresser quelques observations sur la vie actuelle à Varsovie qui donnent une image très approfondie de la situation présente en Pologne.

Les Polonais qui ont quitté leur pays avant la guerre et qui retournent maintenant dans leur patrie ressuscitée et indépendante, ne peuvent pas contenir leur émotion. Leurs yeux se remplissent de larmes de joie à mesure qu'ils approchent des frontières de leur sol natal. J'ai vu des scènes d'une intense émotion, des patriotes embrassant les premiers soldats rencontrés à la descente du train aux gares frontières, fervent salut déposé sur l'autel de la Patrie ressuscitée.

Les patriotes n'en croient pas leurs propres yeux. Il leur semble qu'ils rêvent encore. On n'entend plus le russe, ni l'allemand. Est-ce possible? On ne parle que le polonais! La langue maternelle résonne si agréablement aux oreilles qu'on voudrait tomber à genoux et baiser le sol sacré si longtemps souillé par les envahisseurs et enfin libéré, délivré de l'esclavage.

Ces émotions sont d'autant plus fortes que les formalités s'accomplissent vite, que l'ordre est parfait et que la courtoisie et la bienveillance président à tous les actes des fonctionnaires polonais.

Enfin, voici Varsovie! Le train se vide en un instant. Nous sortons de la gare de Vienne et nous longeons la rue des Maréchaux, la plus vaste, la plus longue avenue de la capitale. C'est fantastique : il y a presque autant de monde qu'à Paris. De nombreux cafés et restaurants, la musique, des magasins pleins de marchandises, de jolies femmes avec un sourire affable sur les lèvres, beaucoup d'automobiles, à chaque pas des vendeurs de journaux, aux devantures les portraits de sommités polonaises, entourés de lauriers, en un mot, c'est bien la capitale d'un grand pays civilisé, le cœur et le cerveau d'une grande nation, pleine de vie, de force et d'avenir.

La Pologne est en guerre. Elle soutient une lutte terrible contre le *Moskal*, contre le plus exécrable des enfants de la Moscovie : le bolchevisme. Mais si vous croyez que cette guerre attriste ici les gens, vous vous trompez lourdement. On la supporte avec aisance.

— Quoi! me disaient les Polonais, pourquoi être tristes puisque nous défendons la civilisation; non seulement nous ne sommes pas tristes, mais nous sommes fiers de notre armée qui montre devant le monde entier ce dont nous sommes capables : tout le monde a capitulé devant le bolchevisme, la Pologne seule le tient en respect et le refoule aisément, presque gaie-ment, à la pointe légère de la baïonnette.

En effet, une offensive formidable continue sur le front et à Varsovie les gens dorment sur les

deux oreilles. Chose incroyable : on ne s'arrache pas ici les communiqués militaires, j'ose dire qu'on les parcourt à peine.

— Comment expliquer ce phénomène? — demandai-je.

— Tout simplement. Depuis que nous sommes aux prises avec les bolcheviks, me dit un officier de retour du front, nous n'avons pas cessé de les battre. Pas une fois, vous m'entendez : pas une, les bolcheviks n'ont pu enregistrer le moindre succès sur le front polonais et nos communiqués, depuis le premier jusqu'au dernier, n'ont été que des bulletins de victoire, et c'est pourquoi notre peuple n'est point avide de lire le communiqué; il sait d'avance ce qu'il contiendra, il sait d'avance que les bolcheviks sont battus, qu'ils reculent, que leur vague se brise contre le mur des poitrines polonaises qui défendent la liberté et la civilisation occidentale. « Nous défendons la civilisation! » J'ai entendu cette phrase à chaque pas, dans chaque conversation, tellement les Polonais sont conscients du rôle qu'ils accomplissent à l'Est, tellement ils sont fiers de pouvoir servir la cause des Alliés et les véritables idées démocratiques. On dirait qu'ils luttent moins pour leur propre sécurité que pour celle de l'Occident.

— Si l'on nous avait fourni une quantité suffisante d'équipements et d'armements au début de 1919, m'a dit l'aimable officier polonais, il y a longtemps que la paix serait rétablie à l'Est, et le problème du désarmement de l'Allemagne ne serait peut-être plus à l'ordre du jour. Les fautes politiques, conclut mon interlocuteur, se vengent.

\*\*

Par contre la situation politique et notamment la situation politique extérieure est plus sérieuse. L'opinion est inquiète, alarmée même, par les nouvelles qui arrivent des territoires plébiscitaires. On se plaint que les Alliés laissent les Allemands et les Tchèques terroriser la population polonaise qui est en majorité incontestable dans les territoires soumis aux plébiscites. On ne peut pas comprendre pourquoi la France reste indifférente, pourquoi l'Angleterre protège ouvertement les Allemands au détriment de la Pologne. Cela cause ici une sorte de douloureuse déception que chacun s'efforce de réprimer en nourrissant l'espoir que l'Angleterre s'apercevra bientôt du grand tort qu'elle fait à elle-même et à l'Europe entière en ménageant l'Allemagne et le bolchevisme.

\*\*

A la situation extérieure inquiétante viennent s'ajouter de multiples difficultés économiques.



Comme la France la Pologne est économiquement — et plus encore financièrement — abandonnée par ses alliés. C'est pourquoi le cours du mark polonais est très bas, les importations sont rares et la cherté de la vie excessive.

Mais les Polonais sont débrouillards. Ils cherchent leur salut en eux-mêmes. Ils s'organisent et travaillent. Bientôt ils auront effacé les traces de la criminelle occupation austro-allemande qui a ruiné le pays de fond en comble. Les usines sont mises en marche avec des moyens improvisés; on espère que vers la fin de cette année l'industrie polonaise aura atteint les proportions d'avant-guerre et les dépassera peut-être. Déjà en ce moment la Pologne est à l'Est le seul pays exportateur. On connaît ses richesses en pétrole, en bois, en charbon, etc., mais on ignore qu'elle possède d'importants gisements de métaux, de cuivre, de plomb, de zinc, etc. Le plomb qu'on trouve dans la province de Kielce renferme de riches veines d'argent pour l'exploitation duquel viennent de se former de nombreuses sociétés par actions. Le marbre polonais est un des plus beaux et des plus résistants en Europe. Presque tous les palais impériaux de Russie ont été construits avec ce marbre. L'agriculture prospère. La campagne s'organise de plus en plus, et si les populations urbaines souffrent, le gouvernement fait tout son possible pour assister les miséreux et pousser les travaux publics qui peuvent assurer un gagne-pain aux reste des chômeurs.

Telles sont mes premières impressions après un court séjour en Pologne. La vie y est dure, mais le patriotisme éclairé de la société surmonte aisément les difficultés. En constatant les progrès qu'a faits l'organisation de l'appareil administratif du pays, on reste émerveillé. L'effort fourni pendant les quinze derniers mois a été vraiment héroïque. Sans vouloir exagérer, on peut affirmer que les « civils », là-bas, se sont montrés dignes de leur admirable et magnifique armée qui n'a subi aucune défaite depuis le jour où Pilsudski s'est mis à sa tête et a assumé la présidence de la jeune République.

J'ai eu le grand honneur d'être reçu au Belvédère où j'ai causé assez longuement avec le « Commandant » comme les Polonais appellent familièrement le général Pilsudski. Je fus également reçu par M. Skulski, président du Conseil, par M. Patek, ministre des affaires étrangères, par M. Grabski, ministre des finances, par le maréchal de la Diète, M. Trompczynski, et par de nombreux leaders de diverses fractions politiques et par nombre d'autres hommes politiques et hommes d'Etat.

Or tous, tous sans exception, m'ont affirmé leur optimisme, leur confiance absolue dans la sagesse et l'intelligence du peuple, dont l'attitude patriotique est exemplaire. Si des travailleurs se mettent quelquefois en grève, c'est parce que leur situation économique laisse vraiment beaucoup à désirer.

Aucun des hommes politiques avec lesquels il m'est arrivé de causer n'a exprimé le moindre crainte quant à l'avenir du pays. Un seul point reste obscur, c'est la question de l'Allemagne qui s'arme, qui tergiverse, qui sabote le traité de Versailles et qui constitue une menace réelle pour la Pologne. Mais ici on a confiance en les Alliés, et malgré tous les déboires, on ne perd pas l'espoir que la thèse française triomphera en fin de compte à Londres, « et si le point de vue français sur le problème allemand triomphe — m'a-t-on dit — alors la paix sera assurée et les peuples de l'Europe pourront à nouveau se mettre au travail ».

On le voit bien : c'est toujours l'Allemagne, toujours la Prusse, qui empêche le monde d'inaugurer une ère de paix, de paix non armée.

Stéphane AUBAC.

## UNE OPINION ANGLAISE

« Le plus grand crime de l'Angleterre — écrit Chesterton — a été de se faire, pendant 200 ans, la complice de la Prusse. »

C'est fort à propos que paraît la traduction française de l'ouvrage retentissant de G.K. Chesterton, intitulé *The Crimes of England* (Les crimes de l'Angleterre). Chesterton est un des plus brillants écrivains de notre époque, suivi d'une troupe fervente de disciples et d'admirateurs. « Sa principale fonction dans l'histoire — écrit Charles Sarolea dans l'avant-propos de l'édition française — aura été probablement de détruire le préjugé anglais contre le « romanisme » et de raviver en Angleterre la tradition de la solidarité européenne. »

Bien qu'il ait pris position comme catholique, Chesterton est demeuré un libéral et un radical impénitent, épris d'idées de liberté et de progrès. A l'heure où le sentiment national est devenu d'une sensibilité morbide, Chesterton n'a pas hésité à révéler les « crimes de l'Angleterre » et à déclarer que la principale erreur politique de cette puissance a été de se faire, pendant près de deux cents ans, l'instrument de la barbarie prussienne. L'appui donné à la Prusse et l'hostilité contre la France sont des faits en corrélation intime, et c'est pourquoi le réquisitoire de Chesterton contre l'Angleterre n'est qu'une façon détournée de plaider la cause de la France et de la Pologne. Aussi croyons-nous utile de signaler le courageux, le beau geste de Chesterton à l'attention reconnaissante du public français.

Un mot d'abord sur les origines de ce livre. Chesterton s'était ému des accusations que la presse allemande n'a cessé, pendant la guerre, de formuler contre l'Angleterre. « J'ai donc pensé — écrit-il — qu'il convenait de dresser un catalogue des crimes réels de l'Angleterre... Dans bien des occasions, nous avons eu tout à fait tort. Nous avons eu vraiment très grand tort quand nous avons empêché l'Europe de mettre un terme aux pirateries impies de Frédéric le Grand. Nous avons eu un très grand tort quand nous avons permis que le triomphe sur Napoléon fût souillé par la fange et le sang des sombres sauvageries de Blücher, quand nous avons souffert que le paisible Danemark fût dépouillé en plein jour par un brigand nommé Bismarck et quand nous avons permis aux fanfarons prussiens d'asservir et de réduire au silence les provinces françaises qu'ils ne pouvaient ni gouverner ni gagner à leur cause. Nous avons eu vraiment très grand tort quand nous avons loué l'éducation sans âme de la Prusse et copié ses lois sans âme... »

L'écrivain anglais considère avec raison que l'erreur fondamentale de l'Angleterre a été son appui aux rapines de Frédéric le Grand et sa complicité tacite aux partages de la Pologne.

« Tel fut le premier acte de la tragédie — écrit-il. — La Pologne s'abattit prosternée devant trois géants en armure et son nom devint synonyme de ruine. Les Prussiens, avec leur belle magnanimité, firent des conférences sur les maladies héréditaires de leur propre victime. Ils ne pouvaient concevoir de la vie dans ses tronçons disjointes et le temps était loin où ils devaient être désabusés. Ce jour-là, cinq nations devront se partager non le corps mais l'esprit de la Pologne et la trompette de la résurrection des peuples sonnera de Varsovie jusqu'aux îles de l'Occident. »

Pour comprendre cette dernière phrase un peu apocalyptique il faut connaître l'opinion de Chesterton sur la question irlandaise. Chesterton est le défenseur zélé de l'Irlande et il s'élève avec véhémence contre les méthodes répressives du gouvernement de Londres. « On eût dit, déclare-t-il, que l'Angleterre ne pouvait produire que des bourreaux, l'Irlande, rien que des martyrs. Telle fut une part du prix payé par l'âme anglaise pour le privilège de panser un Prussien du coup de sabre d'Iéna... »

Lorsque Chesterton écrivait ces sublimes paroles, rien ne laissait encore prévoir que M. Lloyd George, guidé par quelques-uns de ses singuliers conseillers, voudrait s'employer avec zèle à panser l'Allemagne du coup de sabre du maréchal Foch. Et je suppose que Chesterton se demande avec angoisse qui payera le prix de cette sollicitude.

Nous nous posons la même question avec autant d'inquiétude. Les récents incidents relatifs à l'occupation de Francfort démontrent péremptoirement que la série d'erreurs dont il est question dans l'ouvrage de Chesterton est loin d'être close. Elle est à relire et à méditer cette phrase acerbe du grand écrivain anglais : « Nous avons pu faire tort à quelques-uns, nous n'avons jamais fait tort à l'Allemagne... Nous avons monté la garde autour des Allemands pendant qu'ils saccageaient le Danemark et démembraient la France... »

Est-ce du passé seulement qu'il s'agit ? Chesterton le crut certainement lorsqu'il écrivit cette phrase. Mais, en regardant l'attitude des Anglais en Westphalie, à Dantzig, en Prusse Orientale, en considérant tels actes de M. Lloyd George, on est tenté de se demander si, par hasard, l'Angleterre ne commence, déjà, à regretter d'avoir fait, pendant la guerre, quelques torts à l'Allemagne.

C'est aux Anglais de répondre.

L. BRUNE.

## SUR LE FRONT POLONO-BOLCHEVIK

Les bolcheviks ont besoin d'améliorer leur situation militaire vis-à-vis de la Pologne, d'abord, pour ne pas venir aux négociations tout simplement en vaincus et puis parce que leur situation actuelle est franchement mauvaise. Depuis que les Polonais occupent Kalenkowicze, c'est-à-dire le nœud du chemin de fer qui traverse les marais de Pinsk et qui forme l'unique ligne de communication entre les parties nord et sud du territoire où se déroulent les opérations, les forces des bolcheviks sont scindées en deux parties qui ne peuvent collaborer qu'indirectement. C'est pourquoi le haut commandement bolchevik attache une importance toute particulière aux opérations dans le secteur de Polesie autour de Mozyr et de Zwiahel. Trotzky a donné l'ordre de prendre « coûte que coûte Kalenkowicze et Mozyr ». Les généraux qui ne mettront pas tout en œuvre afin d'exécuter cet ordre seront traduits devant le tribunal révolutionnaire. En même temps, on soignait la préparation morale des troupes. Des conférences spéciales expliquaient aux soldats l'importance de la prise de la ligne de la Slucz qui ouvrirait la voie de la Volhynie occidentale de la Galicie. Cette ligne une fois prise, la guerre serait terminée. Pour encourager les soldats, on leur dépeignait la situation de l'armée polonaise comme atroce.

En réalité, la ligne actuelle du front polonais est très avantageuse. Appuyée dans le nord à la Dwina, cette ligne parcourt ensuite la région des lacs de Witebsk, suit les rivières : Berezina, Ubore, Slucz, traverse la Podolie et atteint près d'Uszyca le Dniester et la frontière roumaine. Les points les plus importants de toute cette ligne sont le nœud de chemin de fer de Kalenkowicze et la ligne de la Slucz, qui défend le chemin de fer Sarny-Rowno. La perte de cette ligne forcerait les Polonais à reporter leur front à quelques dizaines de kilomètres à l'ouest.

Les attaques autour de Zwiahel (Nowograd) ont été les plus violentes de toute la campagne. Au milieu d'avril, elles sont arrivées au point culminant. Pour la première fois les bolcheviks ont fait usage non seulement de tanks, mais de gaz asphyxiants. Aussi bien dans la région de Zwiahel que sur la ligne de la Slucz toutes les attaques ont été repoussées.

## LE PLÉBISCITE EN MAZOURIE

En guise de protestation contre les violences allemandes les services polonais ont suspendu leur activité.

Dans le territoire de Mazourie soumis au plébiscite les Allemands ne cessent chaque jour de violer les règles établies et de commettre des attentats contre la population polonaise. En présence d'une telle situation, les services polonais, fonctionnant sur le territoire plébiscitaire de Mazourie, se sont vus forcés d'adresser à la commission interalliée un mémoire dans lequel ils déclarent qu'ils suspendent toute activité jusqu'au jour où les conditions d'égalité garanties par le Traité de Versailles leur seront assurées.

Le mémoire en question contient les desiderata suivants :

1° occupation de tout le territoire plébiscitaire par des troupes alliées ; 2° suppression des formations allemandes dites « einwohner », « burgerwehr », etc. ; 3° ajournement à plusieurs mois de la date du plébiscite ; 4° protection des meetings polonais par des troupes alliées.

Une délégation des représentants de l'Union populaire mazourienne s'est rendue au siège de la commission interalliée à Olsztyn, où elle a été reçue par le colonel Benett, président de la commission. Il a reconnu la justesse de la protestation polonaise et a promis de faire tout son possible pour donner satisfaction aux desiderata polonais. Le colonel Benett a conseillé à la délégation mazourienne de se rendre à Paris et d'y présenter la situation créée par les Allemands dans les territoires plébiscitaires.



## L'ACCORD POLONO-FINLANDAIS

On sait qu'en vertu d'un accord passé entre la Finlande et la Pologne, lors de la conférence des États baltiques qui s'est tenue à Varsovie au mois de février, les deux États s'étaient engagés à ne pas traiter séparément avec le gouvernement des Soviets. La nouvelle de pourparlers de paix engagés directement par la Finlande avec les Bolcheviks aurait pu faire supposer que l'entente, entre la Pologne et la Finlande, était rompue. En réalité, les deux États sont plus que jamais d'accord. L'attitude de la Finlande est entièrement conforme aux clauses de l'entente conclue avec la Pologne. D'après le correspondant varsovien du *Times*, les gouvernements d'Helsingfors et de Varsovie s'étaient engagés à se tenir mutuellement au courant de leurs négociations avec les Bolcheviks dans le cas où pour une raison quelconque ils ne pourraient pas les mener ensemble. C'est ce qui a lieu actuellement. La Finlande traite avec les Bolcheviks en informant fidèlement le gouvernement de Varsovie de la marche des pourparlers et la Pologne oppose une résistance invincible aux attaques acharnées de l'armée rouge jusqu'au jour où les Soviets consentiront à ses conditions. L'accord polono-finlandais est un facteur sérieux dans la politique du Nord et aura sans nul doute une influence très marquée sur le cours des pourparlers de paix.

## L'Amérique et le Bolchevisme

Un journal de Copenhague annonçait ces jours-ci que le premier train de la Russie soviétique vient d'arriver à Narva. La communication par chemin de fer entre elle et l'Esthonie est définitivement établie. Les commissaires russes, très actifs, font d'énormes achats, parmi les quels « il n'y a pas moins de 400 locomotives commandées à des maisons américaines ».

Le « *New-York Times* », quelques jours avant, publiait un document émanant du département commercial du « Bureau gouvernemental soviétique » établi aux États-Unis. Il était dit dans ce document que la Russie ne pouvait accepter d'établir des relations de négoce avec les États-Unis sans des garanties diverses, notamment l'absolue liberté des communications postales et télégraphiques, mais que le Bureau en question était autorisé à déroger sur un point à cette politique. Quel point ? C'est en ce qui concerne la commande aux États-Unis de 2.000 locomotives et d'un ensemble correspondant de wagons et de matériel, le tout devant être payé en or ou en une valeur équivalente... »

Ces renseignements, confirmés par ailleurs, éclairent d'un jour intéressant les affaires des Bolcheviks et leurs pourparlers actuels avec les pays voisins. Les Bolcheviks ont, vaillamment, de quoi vivre, et ce n'est pas la famine qui les réduira. Ils ont un matériel de guerre immense, dépouille de Koltchak, de Youdenitch et surtout de Denikine. A ce point de vue, ils bénéficient d'une supériorité considérable sur les Polonais, et ils étalent contre eux, depuis quelques semaines, tout un luxe de trains blindés, d'artillerie lourde, de caissons bien garnis et d'aéroplanes. Une chose, une seule, leur fait défaut, ce sont les moyens de transport. En Russie plus qu'ailleurs la guerre est un problème d'espace. Or, les voies ferrées sont fatiguées, les wagons sont vieux, et les locomotives se font rares. Les Bolcheviks ont depuis longtemps apprécié ces difficultés et pris leurs dispositions. Ils ont tenté de passer des commandes à l'étranger. Ils y ont réussi. Maintenant, ils attendent les livraisons, et c'est parce qu'ils les attendent qu'ils essaient d'amuser leurs adversaires par des propositions de paix. Tandis que leurs commissaires guettent avec une impatience fébrile, dans les ports de la Baltique, l'arrivée des convois sauveurs, M. Tchitcherine ergote et tergiverse avec les uns et les autres, en même temps qu'il prend le monde à témoin, par voie de radios, de la sincérité de son pacifisme.

Quand les Alliés, suivant les suggestions britanniques, se sont décidés à inaugurer avec la Russie une politique de relations commerciales, tous les États antibolcheviks ont compris l'incohérence dangereuse de cette nouvelle formule. Leurs appréhensions se justifient par les faits. Les vapeurs battant pavillon étoilé vont apporter du renfort aux Bolcheviks défaillants contre leurs adversaires victorieux. Les trains circulent dans toute la Russie, jetant les divisions rouges sur le front polonais et les ballots de propagande sur toutes les frontières...

H. G.

## BULLETIN

### — La fermeture des frontières polonaises.

D'après des renseignements sûrs la fermeture momentanée de la frontière polonaise a été nécessitée par l'opération d'estampillage des couronnes autrichiennes circulant en Pologne. Cette mesure a pour but d'empêcher l'inondation du marché polonais, où les couronnes autrichiennes avaient jusqu'ici libre cours, par ce papier-monnaie déprécié que les agitateurs hongrois et tchèques glanaient dans les pays ci-devant autrichiens pour le revendre à Varsovie au détriment de l'Etat polonais. On précise même que les spéculateurs de Budapest et de Prague s'apprétaient à lancer sur le marché de Varsovie un nouveau stock de plusieurs milliards de couronnes. La décision du gouvernement polonais va mettre fin à cette orgie d'agiotage.

### — Un bloc socialiste tchéco allemand.

Les résultats connus jusqu'ici des élections générales font ressortir le succès des partis socialistes qui s'était déjà dessiné lors des dernières élections communales. Les trois partis socialistes (socialiste national, social-démocrate tchèque, social-démocrate allemand) disposeront, dans le Parlement de Prague, d'une majorité absolue des sièges. Tous les ministres actuellement au pouvoir sont élus. D'après les prévisions des journaux allemands paraissant en Bohême, le futur gouvernement aura à compter avant tout avec les social-démocrates allemands et tchèques.

La « *Vossische Zeitung* » salue ces résultats comme un symptôme rassurant pour les Allemands du rapprochement des deux peuples et de la future collaboration tchéco-allemande.

### — Contre le bolchevisme.

Le « *Journal de Dantzig* » apprend que les ouvriers de Lodz (Pologne) réunis au nombre de cinq mille, ont voté la motion suivante : « Nous constatons que c'est le gouvernement russe des Soviets qui porte la responsabilité de la continuation de la guerre. Le gouvernement bolcheviste pratique, sous le couvert de phrases pacifiques, une politique d'oppression et de conquête. Les assistants, membres de l'Union nationale ouvrière de Lodz, rendent hommage à l'armée polonaise qui défend héroïquement la liberté des peuples contre le régime de violence et d'oppression soviétique. Ils expriment leur absolue confiance au maréchal Pilsudski, chef de l'Etat, et se déclarent prêts à des nouveaux sacrifices nécessaires pour obtenir une paix juste et durable. »

### — Trotzky menace de détruire Varsovie.

Le correspondant au front du « *Courrier de Varsovie* » apprend qu'à Kowalenka (Volhynie) les troupes bolchevistes massées pour l'attaque ont été culbutées et complètement défaits par la brigade posnanienne du colonel Pachucki.

On a trouvé sur les prisonniers une proclamation de Trotzky annonçant une prompt victoire et la conclusion de la « paix rouge » sur les ruines fumantes de Varsovie.

### — Les agents allemands voudraient provoquer des « pogroms ».

On mande de Sosnowice que la Commission polonaise de plébiscite à Bytom (Haute-Silésie) a publié une note dans la presse polonaise silésienne en dénonçant les menées des agents allemands qui parcourent le pays et incitent le peuple à des excès antisémites. Il est clair que l'Allemagne, redoutant l'épreuve du plébiscite, voudrait à tout prix provoquer des désordres dans le pays. Heureusement, la population se méfie de la propagande germanique et l'ordre n'a été troublé nulle part.

### — Deux Italiens tués par les « gardes civiques ».

Les agressions allemandes se multiplient dans les régions plébiscitaires et dans la ville libre de Dantzig. Après les excès meurtriers de la « *Sicherheitswehr* » en Mazurie qui ont jeté l'émoi dans toute la Pologne, les bandes prussiennes s'attaquent même à des soldats des troupes d'occupation interalliées. Le *Dziennik Powszechny* de Varsovie apprend de Dantzig que plusieurs soldats italiens ont été attaqués dans un restaurant par la « garde civique » allemande. On compte deux Italiens tués et plusieurs blessés.

### — Convention économique entre Dantzig et la Pologne.

Les délégués dantziçois et polonais ont signé une convention assurant l'approvisionnement de la ville libre. La Pologne s'engage notamment à lui fournir la quantité nécessaire de blé, de pommes de terre et de viande, en échange de sucre et de conserves de fruits. Le traité a été signé par sir Reginald Tower, haut-com-

missaire de l'Entente, et les délégués polonais, MM. Pluński et Zaborowski.

### — La comédie de plébiscite.

On mande d'Olsztyn (Allenstein) au *Courrier de Varsovie* que la terreur allemande dans les régions plébiscitaires de la Prusse orientale s'exerce impunément sous les yeux de la commission anglo-italienne, débordée et impuissante. Après le meurtre par la milice prussienne du patriote mazurien, Linka, on apprend également la mort tragique du peintre Reska-Korytowski qu'un détachement de la « *Sicherheitswehr* » prussien a attaqué dans la rue et a roué de coups. A Oleck, deux notables mazuriens, Rubach et Zakrzewski, ont été grièvement blessés par une bande d'assommoirs allemands et ont dû être transportés à l'hôpital d'Olsztyn.

La population polonaise se trouve à la merci des bandes armées allemandes agissant sous la protection de la *Sicherheitswehr* et formées de roîtres recrutés dans tout le Reich.

D'après des nouvelles reçues récemment à Wilno, des armes à feu viennent d'être distribuées à tous les habitants allemands des régions plébiscitaires. Les Polonais continuent à être assaillis et maltraités dans les rues. Aucune réunion publique ne peut avoir lieu dans ces conditions qui rendent illusoire l'épreuve du plébiscite. L'exaspération est à son comble.

L'opinion polonaise, justement alarmée, réclame avec insistance l'exécution stricte des clauses du traité et notamment le licenciement de la *Sicherheitswehr*, l'augmentation des contingents alliés et l'égalité des droits de la population polonaise en vue du plébiscite.

A Grudziadz (Graudenz), en Poméranie polonaise, a eu lieu un grand meeting de protestation contre le régime de terreur dont pâtit la région de Mazurie. On a voté une motion réclamant le respect des décisions du Conseil Suprême et le désarmement des bandes prussiennes.

### — Le jeu des bolcheviks.

L'organe cracovien du parti socialiste polonais, le *Naprzod* (En Avant) écrit à propos de la rupture des pourparlers par les bolcheviks :

Ce fut Tchitcherine qui, le premier, a fait des offres de paix à la Pologne ; donc, s'il avait le désir sincère de conclure la paix, il aurait certainement accepté Borysof comme lieu des négociations, car l'essentiel est que la paix puisse aboutir, le choix du lieu des négociations étant une question secondaire. Evidemment, la proposition pacifiste des bolcheviks n'était qu'une comédie destinée à faire croire au peuple russe et au peuple polonais, ainsi qu'à l'opinion occidentale que les bolcheviks ont les premiers tendu la main aux Polonais et que ces derniers l'ont refusée. Cette comédie avait un double but : calmer l'impatience des masses russes décimées et abattues et provoquer un mécontentement dans le peuple polonais ainsi qu'une pression des alliés sur le gouvernement polonais.

Derrière le rideau de la comédie bolcheviste, conclut le *Naprzod*, se dissimule leur volonté manifeste de continuer la guerre, en même temps qu'une manœuvre grossière devant rejeter sur la Pologne toute la responsabilité pour la rupture des pourparlers.

## ÉCHOS

### — Deux concerts de M. Bronislaw Huberman.

A la Salle Gaveau les samedis et lundi 17 et 19 avril le grand virtuose du violon, M. Bronislaw Huberman s'est fait entendre dans des œuvres de Brahms, Lalo, Tchaikowsky, Schumann, Wieniawski, Beethoven, Bach, Spohr. Son interprétation, toujours supérieurement originale, de ces maîtres divers a été très goûtée du public venu nombreux à ses auditions et qui l'a littéralement acclamé. La dextérité du prestigieux violoniste, la profondeur de son expression se sont attestées toujours aussi remarquables. On a particulièrement apprécié la *symphonie Espagnole* de Lalo qui avait d'ailleurs été inscrite au programme à la demande générale.

### — Conférence et audition.

Vendredi dernier, 30 avril, Madame Eugénia Gawełska fit une conférence à la Salle Pleyel, 22, rue Rochechouart, conférence des plus intéressantes sur les « Différents Systèmes d'Enseignement du piano ». Après la conférence l'auteur donna une audition de W. Fr. Bach-Stradal, Debussy et de Chopin.



# MEMENTO

## Polski "wilsonizm"...

Wilsonizm począł się być z niesłychanej ambicji... rezydenta, Białego Domu "w Washingtonie, począł się być z profesora Wilsona, który, w decydującym momencie regulowania porachunków wielkiej wojny, wystąpił ze wszelkimi swemi profesorskimi postulatami, jako rozjemca Europy, Agamemnon i godziciel ludów a krzywd wszelkich rzekomy sędzia...

A ponieważ onego czasu niektórym mężom stanu wydawało się, że za Wilsonem stoi „cała“, oczywiście ta północ, Ameryka, przeto wpuszczono słońca do składu europejskiej porcelany...

I stała się rzecz trudna do wiary... Sprawiedliwość została wymierzona po wilsonowski, a więc cała Europa pogrążona w zamęcie... Wszystkie hydry nienawiści powołano do życia, wszelkie apetyty podniecono, rozpalono naraz sto piekieł i zagadano o lidze narodów bez „twórcy“ Wilsona i bez Stanów Zjednoczonych...

Polska, w tej chwili, przeżywa wszystkie skutki wilsonizmu... Zbiera żniwo męki plebiscytowej i zaczyna doceniać, że pomysł wilsonowski, że ten profesorski wymiar najwyższej, sprawiedliwości stał się dla niej, wołającą o pomstę, krzywdą. Plebiscyty na ziemiach polskich! Toć jedno pasmo bezprawia i intryg, gwałtów i przemocy, kłówań handlarskich mocarstw i kabały politycznej! A dla nas nadto jest to ciągle bytowanie... bez granic, bez tych słupów, które pozwalają państwu obliczać swe siły, normować handel i przemysł, zawierać traktaty i układy... Na całym zachodzie ziem naszych, a więc, dokładnie na Śląsku, w Cieszyńskiem, w Warmji, na Mazurach, w Orawie, na Spiszu, mamy kotłowniska zajadłej walki... mamy jeszcze lata niepewności jutra, mamy grę przebiegłą, której nasza młoda dyplomacja nie może sprostać wyrafinowaniem, bo jest za młoda a więc za uczciwa, za szlachetna, za szczerą, za gorącą.

Ten jest posiew wilsonizmu u nas, w Polsce. Marzycielski profesor, metodysta, rojący o pokoju powszechnym, nienawidzący Turków szczególnie, oddający Słowaków w podarunku Czechom, Włochów Jugosłowianom, nie cierpiący w miłości swej wszechludzkiej żółtoskórych Japończyków, dygnitarz washingtonski, któremu Francja ma do zawdzięczenia ciężki kryzys finansowy i ekonomiczny, choruje a z nim razem cała Europa choruje na febrę następstw wilsonizmu.

Wilsonizm atoli miał polot, miał poezję. Ludzie ideowi, niezaprawieni do praktycznego życia politycznego, nie liczący się z czasem i przeszczerzeniem, tacy ludzie ulegli mu, bo każdy duch

dobry, umysł lotny uledeć musi mirażom, powieściom o królestwie Bożem na ziemi, dźwiękom symfonji miłości ludów, zgody i pokoju powszechnego....

Cierpimy, szamoczymy się, my, Polacy, za rojenia washingtonskie płacimy straszne haracze ale sami bodaj ulegamy dalej temuż wilsonizmowi....

Polska, Polska nasza, więc strażniczka wolności ludów, więc hasła za „Naszą i Waszą“, więc pieśń nad-pieśniami, aby każdemu, wedle jego woli, wymierzonym było, więc dokoła nas znów ludy, które same się wypowiedzą, same błagać będą i posty ślać, aby najjaśniejsza Rzeczpospolita raczyła je wziąć pod skrzydła opiekuńcze! Granice roku 1772, tak, nikt już bodaj ich nam nie zaprzecza. Czy my chcemy tych granic? Nie, weźmiemy je i oddamy znów plebiscytem na łaskę i nie łaskę. Jeżeli by nasi dzielni kurpie zażądali, to uznamy ich niepodległość także i zgodzimy się na plebiscyt, bo zasada sprawiedliwości bezwzględnej jest sama przez się paradoksem.

Tymczasem, tymczasem nasza najgłośniejsza i jedyną myślą przewodnią winno być utrwalenie naszych własnych, niezaprzeczenie polskich posiadłości, bezwzględnie nam należących się ziem... A poza niemi, poza granicami naszych ziem, powinniśmy sobie zimno powiedzieć: niechaj ludy same ze sobą się rozprawiają a nas to o tyle tylko obchodzić będzie, o ile to będzie naszej Rzeczpospolitej powszednim zyskiem...

Nie kuśmy się o zaprowadzenie ładu poza Polską, zaprowadźmy go nadewszystko u siebie. Polityka zewnętrzna była zawsze i musi być bezwzględna i egoistyczna. Altruizmu nie zna, zwłaszcza altruizmu obosiecznego. Musimy jeszcze długo walczyć sami o naszą własną wolność, zanim będziemy mogli bić się o wyzwolenie innych ludów. Szukajmy silnych sprzymierzeńców a strzeżmy się słabych przyjaćciół. Polska dla idei, dla miłości bliźniego, złożyła tak krwawą ofiarę na ołtarzu ludzkości, iż, w tej chwili, w chwili dźwignania Ojczyzny swej własnej z gruzów, winna tylko i jedynie o samej sobie myśleć....

A kiedy nasza Rzeczpospolita utwali swój byt państwowy, kiedy stanie się znów ziemią mlekiem i miodem płynącą, ha, wówczas, może sobie pozwolić na zbytek nawet wilsonizmu, może pójść dalej nawet, bo nie tylko swych własnych Wilsonów ślać na kongresy, lecz przy swoim polskim Wilsonie stanąć murem bagnietów, czego potężna i bogata Ameryka uczynić nie zdołała.

Wac. Gąs.

napawa nas obawą. Rząd polski zakłada protest do rady ambasadorów przeciw pogwałceniu równouprawnienia na Warmji i Mazurach i domaga się terminu późniejszego dla odbycia plebiscytu."

"Poza tem, misja posła Piltza ma na celu uzgodnienie stanowiska państwa polskiego z rządami państw ententy w sprawie ewentualnego pokoju z bolszewikami."

## WĘGIERSKIE APOSTROFY

Bardzo ciekawe pokłosie opinji węgierskiej o Polsce przynosi „Kurjer Warszawski“. Warto uważnie wsłuchać się w te głosy węgierskie, ileż z nich może narodzić się nowa myśl polityczna polska.

Reorganizacja Związku węgierskich przyjaćciół Polski w Budapeszcie dała powód do zaznaczenia sympatji węgierskich do Polaków i ukazania się wielu artykułów o sprawach polsko-węgierskich.

Cała prasa węgierska z jednomyślnem zadowoleniem powitała ponowne zreorganizowanie tego Związku i życzyła jaknajwiększego powodzenia szlachetnym zadaniom, którym Związek służyć pragnie.

Bardzo gorąco zajął się tą sprawą *Ebredő Magyaroszag*, (Budujące się Węgry) jeden z organów narodowo-chrześcijańskich. W artykule p. t. *Przyjaźń polsko-węgierska* pisze, że nie wystarczy stwierdzać, jak bardzo się kochamy z naszymi braćmi Polakami, nie wystarczy przytaczać błyskotliwe reminiscencje z romantycznego okresu naszej przeszłości. «W braterstwie i przyjaźni żyliśmy i żyjemy do dzisiaj, dziś tę przyjaźń i to braterstwo trzeba umocnić, utrwalić i urzeczywistnić wzajemnem oparciem się o siebie, zespoleniem gospodarzem i świętem uczuciem wspólności pracy». Mówiąc potem o strasznej nieszczęściu, które Węgry spotkało pisze: «Nie prosimy nikogo o jakąś darowiznę, jak i Polak o nią nie prosił, dopóki był w jarzmie. Prosimy tylko o jedno: żeby nas chcieli zrozumieć. Gdzież zaś moglibyśmy znaleźć lepsze zrozumienie, jeśli nie u braci Polaków, którzy sami już przeszli przez piekło, w jakim my obecnie jesteśmy wtórzeni? I najdziwniej też u nich posłuch i zrozumienie». Omawiając potem wspólne sprawy gospodarcze i potrzebę wymiany wytworów polskich i węgierskich, wyraża nadzieję, że będziemy się wybornie rozumieli i połączymy się w naszym współzyciu jaknajścislej z nimi wziętami.

Z innego punktu widzenia zajmuje się sprawą stosunków polsko-węgierskich A. Petho w artykule p. t. «Polacy a Węgrzy» (*Uj Nemzedek*). Omawiając pracę A. Diveky'ego («Polacy a Węgrzy w XIX stuleciu») i powołując się na tradycyjną przyjaźń tych dwu narodów, oraz na liczne jej objawy w XIX wieku, opisuje nieszczęście Węgier i zwraca się do Polaków z temi słowami: «Na gruzach państwowości rozbitej swojej ojczyzny, skępowany, krwią ociekający, w łańcuchy okuty, stoi żywy posąg Węgier i spogląda na Wschód, na Zachód, szukając, gdzie się tliła choć iskra współczucia i należnego nieszczęściu uszanowania dla naszego sieroctwa i rozpacz. Dokoła opasuje nas pierścien wrogów śmiertelnych, którzy — choć nawzajem nienawidzą jeden drugiego — lypią ku sobie oczyma na widok zgniecionej ofiary. Z drugiej strony Karpat, potężna, niezłomna wola innego narodu zdołała rozsądzić kryptę, w jakiej go historia trzymała przemocą; stało się to w tej samej chwili dziejowej, kiedy też przemoc dla Węgier grób kopie.

«Pod grozą tych zamierzeń, Węgier, przez wszystkich opuszczony, wyciąga ramiona o pomoc do swej dawnej siostrzy, Polski, z którą niegdyś dzielił chwałę, martyrologię i nieszczęścia. Azali dosłyszają i pojmą w Warszawie, co mówi burzliwy poszum jodeł karpaccich i jęk wichru, hulającego w dolinach między Dunajem a Cisą? Czy przypomną tam sobie, że niegdyś tylko w węgierskich sercach były oddźwięki na męki i żale Polaków i że sumienie ludzkości tylko przez Węgrów usta głos podniosło na świat cały, broniąc obywatelnego, we krwi brojącego, Orła Białego polskiego? Czy dusza Polski wypowie się przed areopagiem Europy za Węgrami dzisiaj, kiedy im nawet skarżyć się nie wolno?». Powołując się potem na serdeczne stosunki polsko-węgierskie w minionem stuleciu i na wykazaną życzliwość Węgrów wobec

## NOWINY POLITYCZNE

— **Pokój z bolszewikami.** Kwestja zawarcia pokoju z bolszewikami, wobec wykrętów rządu sowieckiego, została naradzie odwleczona. Rząd bolszewicki nie chce zgodzić się na miejsce układów w Borysowie i domaga się dalej zawieszenia broni. Ze stanowczości zaś polskiej odpowiedzi wysnuł odezwę do wszelkich ludów świata, wyrzekając, że Polacy nie chcą pójść na lep rozejmu. Upór bolszewicki wynika, oczywiście, stąd, że warunki polskie pozbawiają bolszewików możności prowadzenia, podczas układów, swej propagandy i wykluczają wnieście się postronnych mocarstw, które bolszewicy ludzą zawarciem korzystnych relacji handlowych. Walki na froncie wschodnim trwają

dalej. Wojna, pomimo całego pędu polskiego do pokoju, przeciąga się... Wiosna, lato, niezawodnie przyczynią się do przedłużenia rozprawy z Rosją bolszewicką.

— **Misja p. Piltza.** Czasopisma warszawskie ogłaszają następujący komunikat, odnośnie pobytu p. Piltza w Paryżu.

«Poseł polski w Pradze, Piltz, wyjechał, delegowany przez rząd polski, do Paryża, w celu usunięcia krzywdzących Polskę trudności, jakie się piętrzą na terenach plebiscytowych. Szczególnie na Warmji i Mazurach ludność polska narażona jest na szykany i prześladowania ze strony Niemców. O równouprawnieniu, jak tego wymaga traktat wersalski, na terenach plebiscytowych, niema mowy. Obecnie na Mazurach panuje nawet większy terror, niż do niedawna. Możliwość przyspieszenia terminu głosowania (w końcu czerwca lub początkach lipca



kwestji polskiej, tak kończy : « Czy można na starych motywach nowe komponować symfonie? Stawiamy to pytanie, przegarniając w urnie popiołów historii rój świętych, bolesnych wspomnień, z których każde, na kształt *memento*, puka do serc polaków. »

Podobny ton ujawnia się w artykule barona Alberta Nyary'ego, gorącego przyjaciela polaków : p. t. « Ubi es Polonia? » (Gdzie jesteś, Polsko)? w gazecie *Virradat*. Znamienny jest ten artykuł z tego względu, iż charakteryzuje nastroje Węgier wobec polaków. Przez cały artykuł przesuwa się jakiś smutny żal, że ze strony polskiej nie słychać ani jednego pociągającego słowa dla węgry.

« Gdzie jesteś, Polsko? Dlaczego nie słyszymy współczujących i pomocnych słów polaków — dlaczego przynajmniej oni nie wyciągają do nas przyjaznych dłoni — teraz, gdy, zewsząd grożą nam zaciśnięte pięści? » Powołując się po tem na wieści, że Polska w dobrych stosunkach jest z Austrią (?), że czesi jakoby się już zbratali z polakami (??) i zawarli przymierze z Jugo-Sławją i rumunami, tak pisze : « Jaktó, więc Polska zalicza wszystkich tych zawziętych wrogów Węgier do liczby swoich najlepszych przyjaciół — tych wrogów naszych, którzy ojczyznę naszą na strzepy chcą rozerwać? Czyż jest możliwe, że byśmy się choć na chwilę jedną zawiedli na Polsce i polakach, czyż jest możliwe, żeby zapomnieliśmy Polskę, jak serdecznie boli rozrywanie żywego ciała narodu? » Wyrażając po tem radość, że Polska stała się potężnym państwem i że posiada silną armję, i potępiając mylną politykę Tiszy, powołuje się na akcję komitatów węgierskich, które żądały, aby parlament węgierski wypowiedział się za wskrzeszeniem wolnej i niepodległej Polski, poczem przypomina rozprawę w sejmie węgierskim o sprawie polskiej. « W tej ciężkiej dla nas, dziejowej godzinie — pisze — gdy leżymy bezsilni na inkwizytorській ławie, gdy z żywego ciała naszego narodu wyrwają nam najżywniejsze części — gdzie jesteś, Polsko? A wszak Polska wie o tem najlepiej, jak strasznie boli rozdzielanie szponami wrogów. Gdzie jesteś Polsko, gdzie jesteś! »

Ten sam baron Nyary na wieść (zresztą niepotwierdzoną), że Polska żąda wspólnej granicy z Węgrami, pisze pełny entuzjazmu dla Polski artykuł p. t. : « Ave Polonia! », w którym wita Polskę, rozumiejącą, przez historję potwierdzoną tęzę, że te dwa narody powinny iść razem. Węgry wtedy były potężne, kiedy Polska była ich sojusznikiem, Polska zaś wtedy była najsilniejsza, kiedy Batory był jej królem.

Ku Polsce zwraca się artykuł gazety *Szozar*, który, po przytoczeniu odezwy komitetu polskiego w Paryżu w r. 1831 do węgry, dziękującą za ich akcję komitatu, tak pisze : « Dużo zmieniło się od tego czasu, kiedy emigranci-polacy pisali te słowa dziękczynne. Dziś niepodległa Polska może być orędowniczką w sprawie Węgier. Czy się to stanie w krótkim czasie zobaczymy. Zobaczymy, czy zrozumieją polscy mężowie stanu, że los Polski najściślej jest związany z naszym? »

Dodać jeszcze należy, że na wiecu siedmiogrodzian w Budapeszcie urządzono owację dla Polski, dając wyraz potrzebie sojuszu politycznego, gospodarczego i wojskowego między Polską a Węgrami.

## PISMO DO GEN. SZEPTYCKIEGO

Ostatniemi czasy nastąpiła reorganizacja dowództwa frontu litewsko-białoruskiego a z nią razem wogóle zniesienie wszystkich dowództw frontów. Czyli, dowodzący dotychczas frontami różnemi, generałowie zostali skasowani, otrzymali jedynie dowództwa poszczególnych armji z odpowiednio ograniczonymi prawami i przywilejami,

Z powodu skasowania pomienionego frontu litewsko-białoruskiego, Polska Agencja telegraficzna ogłasza pismo Wodza naczelnego, wystosowane do dowódcy rzonego frontu, generała Szeptyckiego. Brzmienie ono, jak następuje :

« Szanowny generale!

« Ze względów wojennych i organizacyjnowojskowych zdecydowałem zniesienie wszystkich dowództw frontów pomiędzy innemi i frontu litewsko-białoruskiego.

« Przytem uważam sobie za przyjemny obowiązek podziękować Panu za pracę na Pańskim

odpowiedzialnem stanowisku i wyrazić mu moje szczere uznanie.

« Przez rok cały stał Pan na stanowisku bardzo ciężkiem, gdzie bardziej, niż gdzieindziej na froncie, trzeba było rozstrzygać wiele z tych łamigłówek operacyjnych i administracyjnych, które młoda armja przy niedostatecznych środkach stawia dowództwu. Rozwiązywał Pan te łamigłówki udatnie i zręcznie, czego dowodem są stałe zwycięstwa na tym terenie operacyjnym odnoszone i ogromne rozszerzenie na wschód wpływu Polski i znaczenia oręża naszego.

« Obok tego dał Pan, w ciągu swej służby w armji polskiej, dziesiątki dowodów wysokiego poczucia obywatelskiego i istotnego ducha żołnierskiego, składając bez żadnego wahania i bezpretensjonalnie wszelkie względy personalne na rzecz dobra ogólnego, oraz na rzecz pogłębienia tak potrzebnej dla nas jednolitości wojska.

« Życząc Panu powodzenia na nowem stanowisku komendanta jednej z armji, zawiadamiam Pana, że, w uznaniu zasług Pana, kazałem przygotować dekret, mianujący Pana generałem broni w wojsku polskiem.

J. Piłsudski,

naczelnik państwa i naczelny wódz.

Nie posiadamy odpowiedniego materiału, aby oświetlić istotę powyższego pisma. Stwierdzamy atoli, że musiały zajść poważne przyczyny, jeżeli pismo, wystosowane do generała Szeptyckiego, poprzestaje na oschłym stwierdzeniu, że generał S. « rozwiązywał udatnie i zręcznie łamigłówki operacyjne i administracyjne i że dał dziesiątki dowodów wyrzekania się względów personalnych na rzecz ogólnego dobra. Pismo to, jak czuć z redakcji jego, koncipowała biurokracja wojskowa, która, powtarzamy, musiała mieć rację utrzymania go w tonie tak oziębłym.

## PROTEST ROSYJSKI

Organ rosyjskiej partji socjalistów-rewolucjonistów, wychodzący w Paryżu p. t. « *Pour la Russie* » ogłasza protest, podpisany przez socjalistów rosyjskich tej miary, co Kierenski, Awksientjew, Fondaminski, Rudniew i Zienzinow.

Protest ten powiada dosłownie, co następuje :

« Rządy niektórych krajów mają zamiar uznać władzę sowiecką jako legalny rząd Rosji. Następstwa takiego uznania są oczywiste. Zamierzonym jest przy pomocy grupy osób, która przywłaszczyła tytuł władzy i tytuł rządu rosyjskiego, utrwalić politykę osłabiania i rozczłonkowania Rosji; chcą narzucić narodowi rosyjskiemu warunki nowego pokoju Brześcia Litewskiego, warunki, które zwalczać będzie się trudniej jeszcze, niżeli w roku 1918.

« Ten sam rząd, który w r. 1918 wydał Rosję Niemcom, dziś syczy się sprzedać ją częściami, nie licząc się z interesami i wolą narodu rosyjskiego. Wobec tego nowego niebezpieczeństwa my, członkowie Wszechrosyjskiej Konstytuancy, należący do stronnictwa socjalistyczno-rewolucyjnego, oświadczamy opinji publicznej Europy : rząd, który zamierza uznać mocarstwa Ententy, nie jest uznany przez naród rosyjski. Jest to rząd dyktatury jednej partji, która wydała Rosję na pastwę cesarstwa niemieckiego, która zniszczyła prawo i wolność. Utrzymuje się przemocą i anarchją. Demokracja zwalczyła ten rząd i despotyzm przez niego zaprowadzony i nigdy się z nim nie pogodzi.

« Tylko rząd, posiadający sankcję Wszechrosyjskiej Konstytuancy, wybrany przez wybory powszechne, tylko rząd z woli ludu będzie rządem legalnym Rosji. Tylko on będzie miał prawo przemawiać w imieniu narodu rosyjskiego i tylko

dla takiego rządu Rosja zażąda sankcji międzynarodowej.

« Bolszewicy, którzy nazywają się « rządem robotniczym i włościańskim », to jest reprezentującym ogromną większość ludności rosyjskiej, zdają sobie dostatecznie sprawę z antynarodowego charakteru ich dyktatury i nie zezwalają na zwolnienie konstytuancy w warunkach, któreby naprawdę zabezpieczyły swobodę i niezależność wyborów. Wzmocnienie ich władzy przez uznanie międzynarodowe byłoby zatem krzywdzącym pogwałceniem praw narodu rosyjskiego.

« Wiemy, że jeszcze ciężkie próby oczekują Rosję, lecz wiemy również, że Rosja będzie jeszcze wielkiem mocarstwem demokratycznym. I ta przyszła Rosja nie będzie się uważała za związaną przez zobowiązania, które w jej imieniu mają podpisać jej władcy obecni. »

## \* Odezwa do lekarzy-polaków.

Urząd zdrowia publicznego wydał następującą odezwę do lekarzy-polaków, przebywających zagranicą :

« W ostatnich latach kraj nasz, z powodu gromadnego napływu ludności z niewoli, wygnania, emigracji i wojska stał się podatnym terenem dla wszelkich epidemii i chorób z wyniszczenia, jako też siedzibą dla inwalidów i kalek. Wobec tego wciąż dotkliwie odczuwać się daje brak dostatecznej liczby lekarzy w służbie zarówno cywilnej, jak i wojskowej.

Urząd Zdrowia Publicznego, mając to na względzie, wzywa niniejszem lekarzy Polaków, przebywających dotąd na obczyźnie, aby jaknajspieszniej powrócili do kraju i, spełniając święty swój obowiązek, siły swe jakoteż wiedzę oddali na usługi tak ciężko nawiedzanej Ojczyzny. »

Wezwanie to polecamy gorąco uwadze młodych lekarzy naszych, którzy tu, na obczyźnie, częstokroć ledwie że wystarczyć mogą środkami na skromne utrzymanie, wskutek zbyt małej praktyki.

## RZECZPOSPOLITA

\* **Otwarcie granic Polski.** Granice Polski, począwszy od dnia 27 zm., znów zostały otwarte, po dziesięciodniowej przerwie. Rodacy nasi witają tę wiadomość z ukontentowaniem... Niedoleżtwa pocztowo polskie zaczną znów działać i nadsyłać nam pisma i listy, jak się uda, na siódmy dzień lub na trzeci miesiąc.

\* **Nadużycia celników w Zbąszynie.** Wracający z Polski Rodacy nie mają dość słów oburzenia na szykany celników polskich, na granicy polskiej, w Zbąszynie... Podczas gdy przez wrocie nam ziemie niemieckie i pruskie, polak może godziwie załatwić się ze wszelkimi formalnościami, w Zbąszynie dzieją się istne orgje rozpętanego zoldactwa, przetrząsanie podróży, impertynenckie obchodzenie się wychodzące poza granice wszelkiej przyzwoitości. Poznańska Rada ludowa i odnośne delegacje poznańskie winny na komorę zbąszyńską zwrócić baczną uwagę i wziąć na mundsztuk kogo należy. Polak, wracający do Ojczyzny, winien na jej progu znaleźć nareszcie godziwe przyjęcie!

\* **Ordery polskie.** Sekcja ustawodawcza przydzium ministrów wygotowała statuty orderów «Orla Białego», i «Virtuti civili». Statuty te, w tej chwili, rozpatruje rada ministrów. Zdania są podzielone. Narodził się nawet projekt, aby ordery te nadawać tylko cudzoziemcom i aby, zasadniczo, w Polsce orderów dla polaków nie było. Projekt ten tem jest osobliwy, że przypuszcza, iż cudzoziemiec uważał by sobie za zaszczyt chodzić we wstędze polskiej... w Polsce zakazanej!.. Tymczasem faktem jest, że gdyby



ta kwestja, jako *malum necessarium temporis* była już rozstrzygnięta, dyplomacja nasza posiadała by duży atut w zjednywaniu sobie przychylności. Czas najwyższy, aby cudzoziemcy chodzili we wstęgach Białego orła polskiego...

✱ **Przyłączenie dzielnicy byłej pruskiej do Polski.** Donoszą z Poznania, że wszelkie pogłoski o zamierzonej unifikacji byłej dzielnicy pruskiej z Rzeczpospolitą i zniesieniu ministerjum byłej dzielnicy pruskiej omawiane są w prasie poznańskiej i tamtejszych sferach polityczny h bardzo niezyczliwie. W Poznaniu przypuszczają, że projekt ten nie znajdzie większości w Radzie ministrów i że wszystko zostanie po dawnemu. Wiadomość tę czerpiemy z „Kurjera Porannego”, półoficjalnego organu Belwederu. Choć niezawodnie bracia nasi z byłego zaboru pruskiego mają poważne argumenty natury ekonomicznej, aby nadal autonomję swoją zachować, niemniej przykrą jest ta dążność do zachowania swej samodzielności, jak wogół wszelkie wywoły do przyłączeniu do Rzeczpospolitej byłego zaboru pruskiego!

✱ **Wiece przeciwko Czechom.** Na całym obszarze Rzeczpospolitej odbywają się liczne wiece przeciwko gwałtom czechskim na cieszyńskim terenie plebiscytowym.

✱ **Z powrotem do Polski.** — Konsulat polski w Nowym-Yorku ogłasza, że otrzymał naraz kilkanaście tysięcy żądań paszportów na wyjazd do Polski i że, wobec tego, uprzedza osoby zainteresowane, że będą musiały czekać na paszporty po kilka i więcej miesięcy, względnie do czasu nadesłania zgłoszenia. Jest to zarządzenie nabyt dokuczliwe. Konsulat nowo-yorski winien by jakiś inny wynaleźć sposób, prosto powiększyć skład liczebny swych urzędników. Użyłoby by nowoyorskiemu konsulatowi niezmiernie otwarcie konsulatów w Chicago, Buffalo, Detroit i kilku innych poprzedniejszych środowiskach emigracji polskiej. W zasadzie, konsulaty te są już postanowione, ale otwarcie ich i obsadzenie uległo odwłocce. Walka kandydatów nie pomaga do tego się przyczynia. Rodzacy nasi amerykańscy podczas ponoszą dotkliwe szkody. Wystarczy sobie uprzytomnić, że obecny jeden jedyny konsulat nowo-yorski obsługuje przestrzeń prawie równą obszarem całej Europy...

## SPRAWY BOLESNE

### Pracownicy polscy we Francji.

Zniewoleni jesteśmy poruszyć sprawę przykrą, bolesną...

Wychodząc w Arras czasopismo francuskie, *Le Pas-de-Calais Libéré*, w numerze swym z dnia 4 kwietnia, zamieściło artykuł p. Jacoba, dotyczący pracowników polskich we Francji. Artykuł niesłychanie przykry, zły i gwałtowny. P. Jacob domaga się, ni mniej ani więcej tylko odesłania do Polski wszystkich pracowników polskich, jako ludzi będących jedynie ciężarem dla Francji. Pisze dosłownie, co następuje:

«Jeżeli tak dalej pójdzie z pracownikami polskimi, to obszary zburzone przez wojnę długo jeszcze nie podzwigną się z ruin i to pomimo wydatkowania niepożytecznego bajecznych sum pieniędzy...»

«Dotykam tutaj kwestji oczywistej. Ponieważ kraj nasz walczy jeszcze o swój byt, przeto chcę otworzyć oczy tym, którzy są odpowiedzialni za posiłkowanie się tem zbiorowiskiem urwisów i bolszewików, przybyłych z Polski nie aby pracować, lecz aby żyć w bezczynności. Tak bowiem bytują oni we Francji.»

«Niekłórczy, tak zwani, specjaliści, zarabiają 46 fr. dziennie, inni 14 fr. i 12 franków.»

«Śpią w czystych łóżkach wojskowych, jedzą lepiej niż nasza ludność cywilna i to za 5 fr. 50 cent. dziennie. Otrzymują po 750 gramów doskonałego chleba białego, mięso i jarzyny w wielkiej ilości i codzień upominają się o więcej.»

«A równocześnie sami nie dają nawet za pięć franków pracy. Potrzeba jednego dozorcę

na każdych 6 ludzi, i smutny to widok patrzeć jak, przy sześciu polakach, jeden tylko francuz pracuje.»

«Trzeba koniecznie, aby ludzie ci zostali jaknajprędzej odesłani z powrotem do swego kraju; nasza ludność ma ich dosyć i nie może pozwolić na to marnowanie pieniędzy. Byłoby pożyteczniejszem, aby rekrutowanie robotnika było zorganizowane z pośród nas, francuzów, i z pośród naszych przyjaciół, belgów. Heże nasi pracownicy, jeżeli domagają się dniówki, która by im pozwoliła żyć dostatnio, równocześnie zapewniają odpowiednią wydajność pracy.»

«Łatwo sobie zdać sprawę, jak ci ludzie się prowadzą...»

«Pijani do utraty przytomności przez pięć dni napętań, biją się między sobą na noże, zają francuzów. Francuzi i Jij sztanodary, grożą dozorcóm, strajkują i zjadają to, co przeznaczonem jest do jedzenia dla francuzów...»

Oto wyjątki z piorunującego artykułu p. Jacoba. Jest to, oczywiście, artykuł porywczy, pisany przez człowieka mściwego, zdenerwowanego, który, w zapalczywości, wydał wyrok potępiający cały osół naszych pracowników.

Możemy przeto zapewnić naszych pracowników, że artykuł ten, otrzyma odprawę, i nie jdną, w języku francuskim, że stąd opinia ich nie ucierpi, bo będzie wzięta w należyty obrót wobec społeczeństwa francuskiego.

Lecz my, tutaj, po polsku, między sobą, powinniśmy zastanowić się spokojnie i powiedzieć sobie uczciwie, że, niestety, jest doprawdy bardzo wiele zła pośród pracowników, przybywających z Polski, i że sami pracownicy nasi, między sobą, winni jaknajusilniej to zło tępić. bo tego wymaga nasz polski honor, bo tego wymaga poszanowanie praw dobrej, szlachetnej ziemi francuskiej...

Trzeba koniecznie, aby ogół naszych pracowników zrozumiał, że przebywają na ziemi wolności, ziemi, której Ojczyzna nasza ma wiele do zawdzięczenia, że ziemia ta francuska poniosła wielkie klęski podczas światowej wojny i że ziemia ta potrzebuje bardzo pracowników, lecz że bez polaków może się bardzo łatwo obejść...

Francja może jutro dostać krocie całe pracowników włoskich... Dlaczego zwróciła się do Polski? Dlatego przecież i tylko dlatego, że chciała mieć u siebie pracowników bratniego narodu polskiego, że chciała w ten sposób przyjąć z pomocą naszej Ojczyźnie, która, chwilowo, nie ma chleba, nie ma pracy dla kroci: chciała wytworzyć silniejszy jeszcze węzeł łączności między Francją a Polką, bo przyjaźń dwu mas pracujących!...

Francja nie wyzyskuje naszych pracowników, nie traktuje ich jako obcych wyrobników... Dała im wynagrodzenie dobre, warunki bytu dobre i dała im tą samą opiekę, jaką ma dla swoich własnych obywateli. Nie dziwie im się żadna krzywdą, bo wogóle w szlachetnej, ludzkiej, szczerze republikańskiej Francji, krzywda obywatelska nikomu dzieć się nie może.

Więc ogół zrównoważony naszych pracowników winien temi prawdami się przejąć i krzewić je i nawracać do nich rozpętanych, nielogicznych swych towarzyszy.

Nasz lud roboczy przede wszystkim winien kochać Francję, jeżeli miłuje własne przywileje i własne prawa! A dalej nasz lud roboczy winien pojąć doniosłość swego zadania. Wszak ci, według niego, całą Polskę sądzić będą, wszak ci każda rozprawa nozowa jest uszczerbkiem dla czystego imienia polskiego, każde przestępstwo plami tutaj nasze imię, imię dobrych, znanych pracowników polskich.

Nie kładziemy nacisku na materialne zyski z pracy, które przecież zapewniają dobry byt tyłu rodzinom polskim, lecz do moralnych odwołujemy się obowiązków, do serc naszych pracowników.

Wiemy, że dużo przybywa takich, którym wogóle w głowie był tylko wojaż w obec strogów, zwyczajów i obyczajów. Lecz te różnice ustrą się powoli, znikną a po pewnym, bliższym czasie nawet, wielu, wielu z tych, którzy radzi wyrzekać i narzekać, krytykować lub pomstawać, będą wypominali Francję i francuzów, jako ziemię i naród serdeczny, który, jeżeli chciał dźwignąć z ruin własne obszary, to pra-

cownikom polakom dobra, bytu, bogactwa i pogodnego życia pragnął gorąco.

Powtarzamy raz jeszcze, że rozgoryczony do polaków, mściwy p. Jacob odprawę otrzyma, że z jego wywodów śladu nie będzie wobec opinii francuskiej, równocześnie przecież apelujemy do naszych pracowników, do naszych braci, aby, ze swej strony, wyteżyli wszystkie siły, aby nie dawać sposobności do tak ciężkich a bolesnych zarzutów.

STYX.

## TRAKTAT POLSKO UKRAIŃSKI

Ostatnie telegraficzne wiadomości z Warszawy potwierdzają całkowicie informacje o zawarciu z Ukrainą traktatu.

Polska uznała niepodległość Ukrainy. Polska zgodziła się na granice, niemal w całości, za wyjątkiem, drobnego sprostowania, odpowiadające dawnym granicom austro-rosyjskim.

Polska, wychodząc z granic swych historycznych roku 1772, odstąpiła Ukrainie wielkie obszary wraz z półtoramiljonem Polaków (liczby oficjalne polskie). Polska wzamian zatrzymuje Galicję wschodnią i dostaje część Polesia wołyńskiego, obwody Włodzimierza, Kowla i Łucka.

Tyle ogólnej pierwszej informacji. Część prasy polskiej energicznie protestuje przeciwko tym tak wielkim ustępstwom na rzecz Ukrainy a przede wszystkim protestuje przeciwko zobowiązaniu się Polski do akcji zbrojnej na rzecz Ukrainy.

Będziemy czekali na bliższe, dokładne dane przed wypowiedzeniem się w tej mierze.

## POLSKO-CUDZOZIEMSKIE ORGANIZACJE

W sprawie mnożących się ciągle polsko-cudzoziemskich organizacji p. AP. zamieścił na szpaltach „Kurjera Porannego” artykuł, obchodzący nas bezpośrednio z uwagi na przesłanki swe, zwrócone do organizacji polsko-francuskich. Oto, co pisze p. AP.

„Zaroiło się nagle od polsko cudzoziemskich stowarzyszeń. Mamy więc polsko - francuskie, polsko - amerykańskie, polsko - angielskie, polsko - włoskie, czeskie, fińskie, litewskie, towarzystwa, kluby. Rzecz prosta, że każde z tych towarzystw ma zaraz „naprzeciwko” towarzystwo konkurencyjne — czasami aż dwa nawet. Tak np. istnieje France-Pologne, istnieje też franko-polskie i powstało świeże towarzystwo polsko-francuskie.

„Byłbym bardzo rad, gdybym objawy tego rodzaju mógł położyć na karb naszej żywotności. Niestety, coś innego w tem się wyraża...

„Konieczność takich związków przyjaźnielskich między narodami jest dziś faktem uznanym powszechnie. Wszędzie społeczeństwa w ten sposób pomagają rządowi. Ale też wszędzie rządy rozciągają potężną opiekę nad temi instytucjami — prawdę mówiąc, to nie powstają one nigdzie inaczej, niż z zapomogi i nawet pod kontrolą rządów.

„Obawiam się, że u nas praktyka idzie inną drogą.

„Ze istnieje i istnieć muszą stowarzyszenia, instytucje międzynarodowe partyjne, które wymykają się z pod kontroli rządów — to zrozumiałe. Wszakże są one często wyrazem partji, które rządy wręcz zwalczają. Ale żeby z pod opieki rządu wyłamywały się instytucje, mające na celu ogólne dobro państwowe i narodowe — to jest wprost niedorzeczne. Tymczasem tak bywa, tak jest w praktyce naszych instytucji. W niektórych wypadkach towarzystwa takie, dumnie uchylające kontrolę własnego rządu (który zresztą z nią się nie kwapi), ani wiedzą jak łatwo wpadają pod kontrolę rządu mocarstwa zaprzyjaźnionego.

„W historii naszej jest jeden oplakany zwyczaj, który kosztował nas drogę, a mianowicie pewna bezkarność bezceremonjalność, z jaką rozmaici cudzoziemscy kandydaci na tron polski prowadzili w Rzeczypospolitej swoją akcję. Agenci takiego kandydata wkradali się w najbardziej zamknięte sfery, gospodarowali nie zaw-



sze przyjazną ręką w stosunkach polskich wewnętrznych. Dawali rady, sugestjonowali, zrazu baraszkując, potem, poznawszy nieskomplikowany mechanizm polskiej latwowości, coraz samodzielniej grali. na cymbałach. Aż w końcu przyszło i do oplakanych czasów schyłku, gdy cudzoziemski agent radził sobie z polską szlachtą lepiej i łatwiej, niż własny rząd...

„Wynikało to z tego rozluźnienia społecznego, które nas cechowało w tamtej epoce i cechować dotąd nie przestało — wynikało też i z niezmiernie naiwności polskiego usposobienia, które rade bierze własne sąsiedzko-baraszkowe usposobienie za miarę dla całego świata. Tymczasem świat właściwie myśli o sobie, nie o sąsiadach i przyjaciółach, i swoich interesów pilnie przedewszystkiem. Tam zaś, gdzie nie znajduje przeszkód, operuje bardzo chętnie, jak wiemy, wpływem, protektoratem, no i okupacją.

„Otóż stosunki te, aż nadto nam znane w dziedzinie politycznej, obowiązują i w innych dziedzinach.

„Zachód przywykł do twardej szkoły pracy. To pewne, co w garści — oto hasło obowiązujące zarówno wytwornego francuza, jak ekscentrycznego yankesa. Nie znaczy to, broń Boże, że francuz lub yankes dybie specjalnie na naszą niekorzyść — oni tylko pilnują korzyści własnej. A czy my pilnujemy z równą zawziętością korzyści swojej?

„Zacytować mógłbym sto przykładów, dowodzących, że nie pilnujemy, pilnować nie umiemy. My jesteśmy zwłaszcza silni w wystawianiu łapy po „wpływy“ obce — swoich wpływów organizować i szerzyć, po dawnemu, nie umiemy.

„Ze stu przykładów wybieram jeden. We Francji istnieje cały szereg stowarzyszeń francusko-cudzoziemskich. Są to różne „amitiés franco-anglaises, franco-américaines“ i. t. p.

„Jeżeli jednak ktoś sądzi, że one to czuwają nad ekspansją Francji na zewnątrz, to się grubo myli. Towarzystwa te są raczej, przeciwnie, siłami do przesiewania wpływów obcych na Francję. Francja zaś, gdy chce promieniować na zewnątrz, ma do tego specjalną organizację.

„Jest to organizacja „Alliance Française“ z przed wojny, „Union Française“ podczas wojny.

„Otóż, w tych organizacjach, francuzi sami wypracowują metody swojej ekspansji, zgola nie pytając i nie prosząc cudzoziemców o kontrolę. Rezultatem takiej wewnętrznej pracy nad zewnętrznymi stosunkami jest to, że akcja francuska — dajmy na to duchowa — jest prowadzona podług jednolitego planu i służy niepodzielnie interesowi francuskiemu.

„Pominawszy więc interwencję rządu — a upewniam, że żaden francuz nie rubi kroku na zewnątrz bez oparcia się o rząd — samo społeczeństwo jeszcze wytwarza organy ściśle narodowe do regulowania swoich stosunków międzynarodowych.

„Jest to zbawienny zwyczaj. Bardziej niż ktokolwiek potrzebujemy takiej instytucji kontrolującej, zasilającej naszą ekspansję.

„Niech się mnożą stowarzyszenia, kluby, instytucje polsko-cudzoziemskie. To konieczność epoki. Ale pamiętajmy, że w instytucjach tych już nie jesteśmy całkiem panami sytuacji.

„Na to, by zagranica miała to, co trzeba i tak, jak trzeba o nas wiedziała — powinniśmy stworzyć rdzenie polskie ogniska ekspansji i z tych dopiero promieniować zarówno na owe towarzystwa mieszańce, jak i na samą zagranicę.

„Znam w Paryżu istniejące towarzystwo międzynarodowe „Baltique — Pont Eafine“, które zamierza « od morza do morza », z nami współpracować. Ale jeszcze nie slyszalem o żadnym związku, czy klubie ściśle polskim, któryby wziął na się tu, w kraju, inicjatywę, wykonanie, kontrolę ekspansji polskiej w krajach obcych.

„Warto stworzyć takie ognisko, nim liczba « kandydatów » do wpływu w Polsce pomnoży się o resztę domniemyanych członków Ligi Narodów. »

Ap.

— A czy pan dobrodziej... (pani dobrodziejka) uregulował należność za prenumeratę Polonii?...

— L... owszem, otrzymuję Polonię, bardzo jestem rad, że nareszcie mamy znów pismo polskie, i pragnął bym, aby było przynajmniej dwa razy większe...

Niechże więc Pan dobrodziej uiszcza należność!... Kłopot z pocztą, marudzenie czasu na wysyłkę pieniędzy, fatyga podróży aż do administracji Polonii?... Furda... starczy jedno słówko i po pieniądze zgłosi się listonosz z gotowym kwitem...

## NIEDOLA PRASY POLSKIEJ

Prasa polska, bez względu na zabarwienie przekonaniami, od prawicy do lewicy, skarży się coraz głośniejsze na haniebne stosunki, które zapanowały w ostatnich czasach a które uchylają najprostszym zasadom wolności słowa... Oto, niby za « dobrych » austriackich czy pruskich czasów wytacza się redaktorom procesy karne i, przez miesiące całe, morduje redakcje pozwanymi, dochodzeniami prokuratorskimi i paragrafami kodeksu...

Radca X., przypuśćmy, na tym i na tym urzędzie... jest sobie zwykłym nieponiem... Pismo ujawnia działalność takiego radcy... Z tego ujawnienia najpierw proces, wytoczony przez urząd « prokuratorski » a dopiero, kiedy po sześciu miesiącach dochodzeń, ma przyjść do rozprawy... skargę się cofa dyskretnie, bo ów radca istotnie był rzemieślnikiem dobra publicznego. Przykładów podobnych i innych jest zatrzęsienie. I w tej mierze od spokojnego i oględnego bardzo Kurjera Warszawskiego do Myśli Niepodległej czy choćby Robotnika nie ma różnicy w wyrażeniu i słusznym na tą moskiewsko-germańską obyczajność, hulającą po wolnej Polsce, niby za czasów Bismarka lub Giersa.

Dla ilustracji tych słów, przytaczamy, za Gazetą Warszawską, historję umorzonoj dopiero co procesu prasowego polskiego w Warszawie:

« W d. 26 czerwca r. 1919 w artykule wstępnym « Pałace zagadnienia », poświęconym sprawie grożącego Polsce głodu i sposobom ratunku, a napisanym przez wybitną osobistość, znającą doskonale stosunki w ówczesnym rządzie, znalazło się gorzkie napomnienie pod adresem władz. Przechodziliśmy ciągle wstrząśnienia. Wypadki, które zaszły 3 lipca, czuć już było w powietrzu, nadchodziła fala strajków rolnych.

« Jakie stanowisko zajmą wobec tego nasze władze? — pytał autor. — Czy takie, jak dotychczas, gdy ministerjum spraw wewnętrznych traktuje sprawę strajków z całkowitą obojętnością, ajenci zaś i zw. ministerjum ochrony pracy, w miarę sił i możliwości, pracują nad pogłębieniem anarchji i fermentu? »

Na to, w d. 15 lipca otrzymaliśmy z ministerjum pracy pismo, w którym « żąda od redakcji « Gaz. Warsz. » listy imiennej ajentów ministerjum, którzy pracują nad pogłębieniem anarchji i fermentu z dokładnym wskazaniem faktów » i t. d. W przeciwnym razie ministerjum zapowiada proces.

Penieważ nie mogliśmy mieć do tego ministerjum zaufania, że z listy naszej i faktów zrobi należyty użytek, więc oczekiwaliśmy owego procesu, aby publicznie tę listę i fakty przedstawić. Dopiero w tym roku sprawa dojrzała do protokołu u sędziego śledczego. Redaktor zgłosił gotowość złożenia dowodów na sądzie, wzięto od niego zobowiązanie, że się nie wydałi z miasta, i. t. d.

I tu, rodzi się pytanie, po co było niepokoję zapracowanego redaktora. skoro kierownik ministerjum odrzuca wiedział (względnie powinien był wiedzieć), że ma u siebie urzędników bolszewików i że ministerjum odegrało skandaliczną rolę w sprawie szerzenia zamętu w kraju.

W d. 17 lipca 1919 r., zanim p. minister oddał sprawę do sądu, aby ukarać oszczercę. « Gazeta Warszawska », poseł ks. Kaczyński w Sejmie wygłosił druzgocą przeciwko minist. pracy mowę gdzie wymienił przestępstwa urzędników i nazwiska. Urzędnicy ci dotychczas bądź dostali się już do więzienia za działalność bolszewicką, bądź ścigani są listami gończemi. P. Warszawski, należący do zarządu organizacji komunistycznej, urzędnik ministerjum, puszczony został teraz z więzienia, ponieważ « okazało się », że jest tylko « teoretykiem » bolszewizmu...

Niechże redaktor dziennika, który ostrzega przed bolszewikami, korzysta przynajmniej z takiego przywileju, aby z góry uznany był za « teoretyka », któremu nie grozi więzienie za to, że wskazuje tragiczny los społeczeństwa, rujnowanego rękami urzędników państwowych. Tymczasem p. minister nastawał na ukaranie go za to więzieniem.

Sprawę tę już w ostatniej chwili umorzono. Zbyt sensacyjny byłby proces. A szkoda. Opinja publiczna wielu rzeczy ciekawych dowiedziałyby się z sądu.

Dowiedziałyby się między innymi — przyto-

czymy to dla przykładu — że związki zawodowe robotników oparte są w Polsce na statucie, którego art. 4 opiewa:

« Zgodnie z całym świadomym proletariatem, związek dąży do uspołecznienia środków produkcji i wymiany. W całej swej działalności związek kieruje się zasadami walki klas. »

Statut ten zarejestrowano urzędownie, w d. 14 lipca 1919 r., jak to stwierdza na każdym egzemplarzu książeczki członkowskiej związku szef sekcji głównej inspektor pracy, p. F. Sokal.

A więc w tym lipcu 1919 r., który się zaczął 3-go krwawymi zajściami, wywołanymi przez « teoretyków » bolszewizmu, 14-go rejestruje się urzędownie bolszewicką ustawę związkową, 15-go wysyła się groźny list do « Gaz. Warsz. », 17-go minister pracy wysłuchuje mowy ks. Kaczyńskiego, a wreszcie oddaje sprawę prokuratorowi, aby ścigał redaktora « Gazety Warszawskiej », który śmiał rzucić podejrzenie na urzędników ministerjum.

Takie traktowanie spraw publicznych nie jest poważne. Minister, załatwiający się ze sprawami tak trag. cznymi, jak lekkomyślnie lub zbrodniczo zadawane społeczeństwu rany, w ten sposób, że straszy prasę, zapobiegając katastrofie narodowej, sądami, zasługuje sam na pociągnięcie do odpowiedzialności, jeśli nie za swoje nieetyczne stanowisko, to przynajmniej za nadużywanie sądownictwa dla osobistej satysfakcji.

Nie wymieniamy nazwiska ówczesnego ministra, bo nawet go się nie pamięta — jakiś zechodzień. Chcemy tylko zaznaczyć typowe zjawisko. Takie niewłaściwe kierowanie ręki karzącej przez ministra jest dowodem niskiego poziomu naszej etyki społecznej i parweniuzostwa wyniesionych na urzędy działaczy. Ludzi, dostających się na wybitne stanowiska przypadkiem, z byle klucza partyjnego, nie stać na zorientowanie się, że sama rzecz, w prasie omawiana, zasługuje w interesie dobra publicznego na rozwagę i załatwienie. Znajdując łatwe wyjście w pieniaczynie, czepiającem się byle formalnego załatwienia, popisują się swoją władzą. A nie przyjdzie im do głowy, że redaktor pisma jest również urzędem publicznym i nieraz od nich poważniejszym osobieście, że jego kwalifikacje zdobyte są nie kluczem przypadkowym, lecz zasługą i talentem i że kosztowniej byłoby nieraz zapytać go o zdanie niż dążyć do osadzenia go w więzieniu za to, że ośmiela się coś wiedzieć nieurzędownie.

Staroświeckie to maniry i niegodne czasów republikańskich, demokratycznych. »

Gazeta warszawska dodaje, że redaktor, gdyby chciał wszystkie procesy traktować tak poważnie, jak na to oskarżenie zasługuje, powinienby cały czas swój poświęcić na ich studjowanie, na badanie aktów, konterowanie ze świadkami, z prawnikami, sędzią śledczym, wreszcie na wysłuchiwanie w sądzie — i w kozie. Sądownicy, gdy na to się skarżyc, doradzają spos. b: wprowadzenia instytucji redaktora odpowiedzialnego « od kozy ». Może być nim choćby woźny; tego czas nie będzie tak cenny.

Kurjer Warszawski dodaje znów od siebie:

« Zapewne. Ale czy to leży w interesie zdrowia opinji i etyki publicznej, abyśmy wracali do tej gry w « ciuciubabkę » z czasów niewoli? Redaktor powinien być faktycznie odpowiedzialny nie tylko przed prokuratorem, ale przed opinją publiczną więc lepiej jest jeżeli pod wydawnictwem podpisuje się on, nie zaś woźny.

Nie jesteśmy bynajmniej przeciwni wkracaniu prawa w działalność prasy. Czujność i surowość władz naszych, nawet gdy nas samych ona dotyczy, sprawie nam musi pewną satysfakcję, jako uprzytomnienie, że mamy przeciw państwu już zorganizowane i sprawne. Ale miara ilościowa jest ważna, gdy chodzi o gorliwość. Zwłaszcza gdy ta gorliwość budzi refleksję, że szuka dla siebie dróg łatwych. W czasach nadmiernej pobłażliwości rządu dla czynników rozkładu państwowego, działających rozmyślnie na rozkład, musi się wydawać zajęciem łatwym szukanie win formalnych wśród notorycznych tego państwa przyjaciół. »

My zaś, od siebie, dodamy co innego... Są to stosunki oplakane, lecz winni są temu tylko nasi koledzy po piórze... Bo albo mają pojęcie o władzy swej albo nie mają, — albo rozumieją się na tem, że, poza różnicą przekonań, dzieląc prasę, są wspólne interesy, łączące ją, albo nie. Innymi słowy, prasa ma takie nadużycia prawne, jakie sama chce mieć... Gdyby nasi koledzy, na jeden tydzień wzięli się za rękę, odrzuć znikło by pokolenie « prokuratorów », którym się zdaje jeszcze, że są « hofratami » albo « dięstwilielnymi statskimi »...



FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C<sup>ie</sup>48, rue du Colisée, PARIS (8<sup>e</sup>)

Tél. : Ellysée 21-46

Porady prawne, sprawy przed trybunałami : handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-jej do 11-jej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

"SZTANDAR POLSKI"

22, rue Pauquet, Paris XVI.  
téléph. Passy 42-93.

Orzełki i odznaki regulaminowe, wojskowe polskie.

Compagnie Générale Transatlantique  
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,

IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Blizszych informacji udziela Biuro  
6, Rue Auber, PARIS

BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE

Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPERATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de Chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

HENRYK HUT

FUTRA wielki wybór wyrobów  
Kućnierskich

66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

Tłumaczenia, poprawianie błędów, korespondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

W KONSULACIE POLSKIM W  
MARSYLJI

(4, boulv. des Chalets de Nice) będzie, z dniem 1 czerwca r. b., wolna pasada kancelistki. Wymagana biegłość i poprawność w pisaniu na maszynie po polsku i po francusku, znajomość rachunkowości. Warunki, zależne od umowy. Zgłoszenia do 15 maja r. b. z podaniem curriculum vitae.

## KRONIKA

## ◊ Święto narodowe polskie.

Dzień 3 maja, poniedziałek najbliższy, będzie obchodzony jako święto narodowe polskie.

W dniu tym o godzinie 11 rano odprawione będzie uroczyste nabożeństwo w Kościele Polskim.

W godzinach, między 12 a 1 w południe, poseł Rzeczypospolitej przyjmować będzie składających życzenia.

## ◊ Filja Banku dla Handlu i Przemysłu.

Dowiadujemy się, iż w przyszłym tygodniu nastąpi nieodwołalnie otwarcie Filji Banku dla Handlu i Przemysłu w Warszawie.

Wiadomość tę Rodacy nasi powitają niezawodnie z największym zadowoleniem, brak bowiem w Paryżu takiej Filji jednego z banków polskich dawał się im dotkliwie we znaki.

W przyszłym numerze podamy szczegóły.

◊ Przyczyna zamknięcia granicy Polski. Czosopisma krajowe komunikują, że zam-

## BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały : w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie, Lublinie, Piotrkowie i Radomiu.

Złatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Blizszych informacji udziela Administracja "POLONII", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.

knięcie przez dziesięć dni granic Polski było, między innymi, spowodowane głównie potrzebą, osteplowania, kursujących w Polsce, koron austriackich. Osteplowania tego dokonano i w chwili, gdy spekulanci niemieccy chcieli znów wprowadzić do Polski nowe miljarde koron, których napływ, wobec ustanowionej normy wymiany na polskie marki, przyczyniał się stale do obniżania tych ostatnich i ubożenia kraju. Osteplowania dokonano nareszcie. Prasa niemiecka, z powodu zamknięcia granic polskich, podniosła okrutny gwałt na to... bezprawie!... Obecnie komunikacja z Polską została już przywrócona. Za parę dni, poczta zacznie funkcjonować prawidłowo, o ile wogóle działanie poczty polskiej można nazwać prawidłowym...

## ◊ Poszukujemy.

Poszukujemy Antoniego Kujawskiego, wolontarjusza polskiego, rueilczyka.

Antoni Kujawski przybył był do Francji przed samą wojną i pracował w Paryżu, jako krawiec. W sierpniu roku 1914, zaciągnął się był do szeregów i poszedł w oddziale polskim rueilczyków.

Towarzyszów broni Antoniego Kujawskiego, jakoteż wszystkie osoby, mogące udzielić o poszukiwanym jakiegokolwiek wiadomości, prosimy o nadesłanie ich do redakcji POLONII.

## ◊ Wielki koncert polski.

W dniu 13 bm., w sali Gaveau, odbędzie się Wielki koncert polski z udziałem tak znakomitych artystów jak Wanda Landowska i Bronisław Huberman. Patronat koncertu objął Poseł Rzeczypospolitej z małżonką.

Koncert zapowiada się, jako manifestacja artystyczna pierwszorzędnej wartości.

## ◊ Zawiadamiamy.

Zawiadamiamy naszych Czytelników, że pierwszy transport « Tygodnika Ilustrowanego » został, już na czwarty dzień po jego przybyciu, wyczerpany, że czekamy na dalsze jego wysyłki i że zażądaliśmy powiększenia liczby nadsyłanych egzemplarzy... Prosimy więc o kilka dni cierpliwości!...

## ◊ Koncerty Słiwińskiego.

Afisz zapowiadają znów dwa koncerty Józefa Słiwińskiego. Znakomity pianista grać będzie w sali Gaveau w dd. 14 i 25 maja.

## ◊ Medal pamiątkowy.

Otrzymaliśmy do sprzedania kilka egzemplarzy wspaniałego medalu pamiątkowego polskiego, wykonanego przez znakomitego artystę-rzeźbiarza, Romana Lewandowskiego. Medal ten przedstawia, z jednej strony, wizerunek Matki Boskiej Częstochowskiej z datami historycznymi. Z drugiej strony, poległego polaka na polu chwały, którego wieniec św. Roman, patron rycerzy. W dali, dążą legjony pod znakiem Orła i kolumną chwały.

Medale są poświęcone w katedrze, na Wawelu, przez ks. Kardynała, w roku 1919.

Cena medalu franków 50. Dochód ze sprzedaży przeznaczony jest na Szkoły Ludowe w Polsce.

Polecamy uwadze wszystkich naszych Rodaków tą piękną pamiątkę polską.

Na wysyłkę i opłatę asekuracji, przy wysyłaniu na prowincję, należy dołączyć markami 1 fr. 50 cent.



ANTIQUITÉS &amp; OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Ellysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MĘZKI  
20, B<sup>4</sup> Montmartre, 20, Paris  
Téléph. Louvre 26-79

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE : Perły, Drogie Kamienie,  
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée  
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI

Fotografie artystyczne i paszportowe

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.